



Derrière le vote du Bundestag : Portrait-robot des électeurs allemands

Rarement les électeurs allemands auront autant créé la surprise que lors de l'élection fédérale du 22 septembre 2013. Par leur vote, ces derniers ont non seulement contraint le Parti libéral-démocrate (*Freie Demokratische Partei*, FDP) à quitter le Bundestag, où il était présent depuis 1949, mais ils ont aussi entretenu le suspense sur le sort de l'Alternative pour l'Allemagne (*Alternative für Deutschland*, AfD), une formation politique fondée sept mois seulement avant l'élection législative, et qui a raté de peu son entrée au Parlement. Parmi les enseignements que l'on peut tirer de ce scrutin, le plus notable est une tendance au renforcement des cataclysmes politiques. Autrefois prévisibles, les électeurs, une fois dans l'isolement, semblent de plus en plus enclins à balayer évidences et certitudes d'un revers de la main pour modifier l'architecture politique du pays.¹ À première vue, les 61,8 millions de votants appelés aux urnes ont adopté un comportement électoral sans équivoque, assurant la victoire incontestable de l'Union chrétienne-démocrate (*Christlich Demokratische Union Deutschlands*, CDU) et de son parti-frère de Bavière, l'Union chrétienne-sociale (*Christlich-Soziale Union in Bayern*, CSU). Le parti d'Angela Merkel, à qui les électeurs ont permis de fonder son ère, « le Merkelismus : 2005 à 2017 »², a ainsi décroché son meilleur résultat depuis 1990. Pourtant, derrière ce résultat apparemment clair, se trouvent des motivations bien différentes. À quels profils et à quels comportements renvoient les électeurs du dix-huitième Bundestag ? Quels visages se cachent derrière les millions de bulletins du 22 septembre 2013 ?

Des bulletins, des visages

La sociologie électorale a montré que le comportement électoral des citoyens allemands est influencé par un certain nombre de facteurs, tels que l'âge, le niveau d'études, la catégorie socio-professionnelle et le lieu de résidence des électeurs. Comment se sont répartis les votes en fonction de ces déterminants lors de la Bundestagswahl 2013 ?³

1. Evelyn Bytzek et Sigrid Rossteutscher (dir.), *Der unbekannte Wähler? Mythen und Fakten über das Wahlverhalten der Deutschen*, Francfort-sur-le-Main, Campus, 2011.

2. Heribert Prantl, « Die Triumphantin », *Süddeutsche Zeitung*, 23.9.2013.

3. Nous prenons ici en compte les secondes voix, qui déterminent la répartition des sièges au Bundestag. Sauf indication contraire, tous les chiffres cités ont pour source : Forschungsgruppe Wahlen. Pour

Les sympathisants des partis de rassemblement

En termes d'électorat, les deux plus grandes familles politiques, l'Union chrétienne et le Parti social-démocrate (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands, SPD*), partagent à première vue quelques grandes caractéristiques. Conformément à leur ambition traditionnelle d'être des partis de rassemblement (*Volksparteien*), c'est-à-dire ne se limitant pas à un électorat spécifique mais s'adressant à l'ensemble des groupes sociaux et culturels,⁴ tous deux sont représentés dans pratiquement toutes les couches de la société et sur l'ensemble du territoire de la République fédérale – même si le SPD est traditionnellement surreprésenté dans les grandes villes, comme les Verts et Die Linke, mais à l'inverse de l'Union chrétienne. De plus, bien que cela soit dans des proportions diverses, tous deux voient leur score progresser avec l'âge des citoyens et diminuer avec leur niveau de formation. Comme ce fut déjà le cas lors de l'élection de 2009, les chrétiens-démocrates et les sociaux-démocrates recrutent leurs électeurs dans des milieux sociaux proches.⁵ Au-delà de ces similitudes, il existe de vraies différences entre les deux familles politiques, qui réalisent à des degrés inégaux leur ambition de *Volkspartei*.

Pour commencer, le facteur générationnel est moins déterminant pour le SPD que pour la CDU. Si le premier a davantage de succès chez les citoyens de plus de 60 ans (+3,3) et de 45-59 ans (+1,3), l'écart entre les tranches d'âge les moins bien et les mieux représentées dans son électorat n'est que de sept points. Pour la CDU/CSU en revanche, on note quinze points d'écart entre le vote des 18-24 ans (34 %) et celui des plus de 60 ans (49 %) ; cet écart a toujours existé, puisqu'il était de douze points en 2002 et de quinze points en 2009. C'est clairement chez les retraités, qui sont traditionnellement les électeurs les plus assidus, que l'Union a le plus de succès. En même temps, loin de n'être qu'un parti de seniors, la CDU/CSU a obtenu de bons résultats dans toutes les tranches d'âge, rajeunissant même son image par rapport à la dernière élection fédérale. Non seulement c'est dans la catégorie des 35-44 ans qu'elle a le plus progressé par rapport à 2009 (+10), mais elle est aussi le premier parti chez les nouveaux électeurs, assez loin devant ses concurrents (voir encadré 1) – le phénomène est encore plus marqué dans le land de Bavière que dans le reste de l'Allemagne, où la CSU a toujours été en position de force et a remporté 49,3 % des suffrages en 2013.

Encadré 1 : Les nouveaux électeurs de la Bundestagswahl 2013

En 2013, trois millions de citoyens allemands ont voté pour la première fois. Si la CDU obtient de moins bons résultats dans ce groupe que dans le reste de la population, elle n'en est pas moins le premier des partis (31 %), en augmentation par rapport à 2009 (+5). Le SPD, qui a longtemps été le parti de prédilection des jeunes électeurs, lui succède avec un score proche de sa moyenne nationale (24 %), puis suivent les Verts (12 %). À noter que 10 % des nouveaux votants ont accordé leur suffrage aux Pirates (contre 2 % pour la moyenne nationale). Comme l'a montré une étude de la Fondation Konrad

¹ l'élection de 2013, voir Befragung am Wahlgang, 22.09.2013, <www.forschungsgruppe.de/Wahlen/Grafiken_zu_aktuellen_Wahlen/Bundestagswahl_2013>.

4. Jérôme Vaillant et Wolfram Vogel, « Le système des partis en France et en Allemagne », in Claire Demesmay et Manuela Glaab (dir.), *L'avenir des partis politiques en France et en Allemagne*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2009, p. 23-41.
5. Viola Neu, *Bundestagswahl in Deutschland am 27. September 2009*, Berlin, Konrad-Adenauer-Stiftung, décembre 2009, p. 17.

Adenauer, les jeunes allemands de 16 à 29 ans accordent presque autant d'importance que leurs aînés à des valeurs réputées conservatrices, telles que l'ordre, la confiance, la sécurité et la stabilité.⁶

Concernant le profil socioprofessionnel des électeurs, l'Union chrétienne et le Parti social-démocrate ont en commun, on l'a dit, d'obtenir des scores inversement proportionnels au niveau de formation de l'électorat. Ainsi, les électeurs ne disposant que d'un *Hauptschluss* sont surreprésentés dans le vote CDU/CSU et SPD (respectivement +4,5 et +4,3 par rapport à la moyenne de leur électorat respectif), alors que les détenteurs d'un diplôme universitaire sont au contraire en sous-représentation (-4,5 et -2,7). Pourtant, là encore, les similitudes masquent une évolution qui se fait au détriment du Parti social-démocrate. Alors que les citoyens ayant quitté le système scolaire au niveau de la *Hauptschule* et de la *Mittlere Reife* constituaient autrefois sa clientèle traditionnelle, ils ont massivement voté pour l'Union en 2013 (46 % et 43 % contre 30 % et 25 % pour le SPD). Par rapport à 2009, cette dernière a gagné neuf points dans chacun de ces deux groupes.

Un constat similaire peut être fait à propos de la répartition des voix en fonction de la profession des électeurs. Les travailleurs indépendants sont certes surreprésentés dans le vote CDU/CSU (48 %, soit 15 points de plus qu'en 2009), alors qu'ils sont sous-représentés dans le vote SPD (15 %). Même si c'est dans une bien moindre mesure, l'inverse est vrai pour les ouvriers (*Arbeiter*), qui ont été relativement plus nombreux que la moyenne des Allemands à voter pour le SPD (30 %) et un peu moins pour la CDU (38 %). En même temps, cela n'a pas empêché cette dernière d'avoir davantage de succès auprès de ce groupe socioprofessionnel (+8), comme d'ailleurs des salariés (+14) et des fonctionnaires (+18). Alors que le SPD n'a pas su mobiliser son électorat traditionnel, l'Union peut être considérée en 2013 comme le parti des ouvriers. Même parmi les chômeurs, les sociaux-démocrates ne devancent que de deux points les chrétiens-démocrates (26 % contre 24 %) – alors qu'en 2005, 13 points les séparaient.⁷ En réalité, le phénomène n'est pas récent. Tandis qu'à la fin des années 1990, plus de la moitié des ouvriers votaient pour le « parti des travailleurs », ils sont de moins en moins nombreux à lui faire confiance depuis le début des années 2000 – à noter que ce mouvement a commencé un peu avant l'annonce de l'Agenda 2010 et s'est poursuivi depuis : ils étaient 44 % à voter pour lui en 2002, 37 % en 2005, 25 % en 2009 et 27 % en 2013.⁸

En élargissant son électorat, tant en termes d'âge que de catégorie socioprofessionnelle, l'Union a au contraire conforté sa position parti de rassemblement et ne craint guère la concurrence du SPD. Si cette tendance se confirmait à l'avenir, il n'est pas exclu qu'elle soit la seule à pouvoir revendiquer ce titre tant envié dans le système partisan de l'Allemagne.

6. Sabine Pokorny, *Wo bitte geht's zum Generationenkonflikt? Politische Einstellungen Jugendlicher und junger Erwachsener in Deutschland*, Sankt Augustin/Berlin, 2013, <www.kas.de/wf/doc/kas_34554-544-1-30.pdf>.

7. Matthias Jung, Yvonne Schroth et Andrea Wolf, « Wählerverhalten und Wahlergebnis Regierungswechsel ohne Wechselstimmung », in Karl-Rudolf Korte (dir.), *Die Bundestagswahl 2009. Analysen der Wahl-, Parteien-, Kommunikations- und Regierungsforschung*, Wiesbaden, VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2010, p. 35-47, ici p. 45.

8. Matthias Jung, Andrea Wolf, « Regierungswechsel ohne Wechselstimmung », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, n° 51, 14.12.2009.

Les partisans de l'opposition parlementaire

Les deux seuls autres partis représentés au Bundestag, Die Linke et les Verts, ont obtenu un score similaire (respectivement 8,6 % et 8,4 % des voix). Pour les deux, la répartition des voix en fonction des tranches d'âge est relativement homogène, à l'unique exception des plus de 60 ans, qui sont traditionnellement moins bien représentés chez les Verts (-3,4). Il en va de même pour la répartition hommes-femmes, plutôt équilibrée malgré une certaine surreprésentation de l'électorat féminin chez ces mêmes Verts (10 % chez les femmes contre 7 % chez les hommes). Concernant en revanche le niveau d'études, et davantage encore la catégorie socio-professionnelle et l'ancrage géographique, les deux partis s'adressent à des publics très différents.

À l'inverse des deux partis de rassemblement que sont la CDU et le SPD, le score des Verts augmente proportionnellement au niveau d'études de leur électorat : alors que seuls 4 % et 6 % des citoyens ayant quitté le système scolaire au niveau de la *Hauptschule* et de la *Mittlere Reife* leur ont confié leur voix, c'est le cas de 12 % des bacheliers et de 15 % des diplômés de l'enseignement supérieur. Logiquement, ces résultats se retrouvent dans la répartition des voix en fonction de la catégorie socio-professionnelle des votants. Ainsi, c'est dans les classes sociales moyennes et supérieures que les Verts obtiennent leurs meilleurs scores, en particulier chez les fonctionnaires (+3,6), et dans une moindre mesure dans les professions indépendantes et chez les employés (+1,6) – tout en ayant perdu des électeurs dans ces trois catégories, comme chez les diplômés de l'enseignement supérieur (-3), par rapport à l'élection de 2009. Au contraire, les ouvriers sont sous-représentés dans leur électorat (-3,4), alors même que les chômeurs se situent dans la moyenne allemande.

Pour Die Linke, le marqueur électoral qu'est la formation semble moins déterminant. Parmi ses électeurs, tous les niveaux d'études sont représentés de manière sensiblement égale, certes avec une surreprésentation de la *Mittlere Reife* (+2,4) et une légère sous-représentation de la *Hauptschule* (-1,6), catégorie d'ailleurs en baisse par rapport à l'élection de 2009 (-4). À noter que les diplômés de l'enseignement supérieur accordent leur voix à Die Linke dans les mêmes proportions que la moyenne des citoyens allemands. En revanche, en termes socioprofessionnels, son électorat a un profil bien spécifique. C'est en effet chez les chômeurs (23 %, soit presque autant que la CDU et le SPD) et dans une moindre mesure chez les ouvriers (12 %) que le parti obtient ses meilleurs scores. Comparé à 2009, il a certes perdu des voix dans ces deux catégories, notamment au profit de l'Alternative pour l'Allemagne (340 000 voix), sur laquelle nous revenons plus bas, et du vote abstentionniste (320 000 voix).⁹ Mais il reste assez largement porté par une partie de l'électorat qui autrefois soutenait le Parti social-démocrate. Au contraire, Die Linke est en sous-représentation chez les fonctionnaires (-3,6), avec là encore une baisse de son score par rapport à la dernière élection du Bundestag.

Quant à la représentation géographique des deux partis de l'opposition parlementaire, elle renvoie à un tableau contrasté. Les Verts obtiennent leurs meilleurs scores dans les länder de l'Ouest, en particulier au Bade-Wurtemberg (11 %) – le seul land à être dirigé par un ministre-président vert, Winfried Kretschmann – et dans

9. Ergebnis der Bundestagswahl - Wählerwanderung & Statistiken, *Süddeutsche Zeitung*, 22.9.2013, <www.sueddeutsche.de/politik/waehlerwanderung-und-statistiken-woher-die-union-millionen-waehler-bekam-1.177776>.

les villes-États de Hambourg (12,7 %), Berlin (12,3 %) et Brême (12,1 %). À l'Est au contraire, ils ont traditionnellement de mauvais résultats, le programme écologiste ne semblant pas correspondre aux attentes de la population de cette région. Ayant perdu 1,4 points comparé à 2009 (contre -2,3 pour la moyenne allemande), ils ne sont parvenus à dépasser la barre des 5 % dans aucun des cinq länder orientaux. Pour Die Linke, la situation est inversée. Alors qu'elle peine toujours à s'imposer à l'Ouest du pays – c'est dans la riche Bavière que son résultat est le plus mauvais (3,8 %) -, elle reste très bien représentée dans les territoires de l'ancienne RDA. Oscillant entre 20 % (Saxe) et 23,4 % (Saxe-Anhalt) des voix, elle se positionne dans la plupart des cas comme le deuxième parti, généralement après la CDU, et devance le SPD dans tous les länder de l'Est à l'exception du Brandebourg. Mais derrière cette situation enviable se dissimulent des pertes importantes. En dehors de la Saare (-11), l'ancien fief d'Oskar Lafontaine, c'est dans les länder de l'Est que Die Linke a perdu la plus grande part d'électeurs depuis le vote de 2009 (-6,4 contre -3,3 pour la moyenne nationale). On peut voir dans ces résultats un effet du rapprochement des comportements électoraux entre l'Est et l'Ouest, mais aussi de la concurrence de nouveaux acteurs politiques, apparemment plus aptes à capter le mécontentement des électeurs.

Sept millions d'électeurs non représentés

Une des particularités les plus frappantes de l'élection de 2013 est le petit nombre de partis siégeant au Bundestag. Dans cette constellation, sept millions de citoyens à s'être rendus aux urnes (soit 15,8 % des votants) ne sont pas représentés au Parlement, dans la mesure où le parti pour lequel ils ont voté n'a pas franchi la barre des 5 %. Parmi eux, les plus nombreux sont les électeurs du Parti libéral-démocrate et de l'Alternative pour l'Allemagne, les « petits grands » de cette élection, qui représentent chacun deux millions de voix ; dans une moindre mesure, il s'agit aussi du million de votants ayant choisi les Pirates. Dans une certaine mesure, le profil des électeurs du FDP et de l'AFD traduit lui aussi un clivage Est-Ouest.

Le FDP a obtenu des résultats proches chez les femmes et les hommes, ainsi que dans toutes les tranches d'âge – tout en ayant perdu beaucoup d'électeurs chez les plus de soixante ans par rapport à 2009 (-7,2 %). Son électorat se caractérise en revanche par son niveau de formation élevée, puisqu'il est surreprésenté chez les citoyens ayant un diplôme universitaire (+2,2) et sous-représenté chez les anciens *Hauptschüler* (-1,8). Ainsi, il n'est pas surprenant qu'il obtienne ses meilleurs scores auprès des professions indépendantes (10 %), qui constituent le cœur traditionnel de son électorat. En même temps, c'est ce groupe qui s'est le plus massivement détourné du FDP par rapport à l'élection de 2009 (-16), suivi des salariés (5 %, -11) et des fonctionnaires (3 %, -10). S'il a perdu les deux-tiers de ses anciens électeurs, qui se sont reportés très largement sur la CDU (2 110 000 voix), c'est parce que ces derniers jugent son bilan décevant : d'après une enquête Infratest dimap, ils lui reprochent pour l'essentiel d'« avoir beaucoup promis, mais peu réalisé » (90 %), d'avoir une approche trop clientéliste (82 %) et de « ne pas avoir fait bouger les choses » (74 %) ¹⁰

Si le FDP a perdu des électeurs dans toutes les régions du pays, c'est dans son bastion traditionnel du Bade-Wurtemberg, dans le Sud-Ouest de l'Allemagne, qu'il a connu les plus gros déboires (respectivement -12,6 contre -9,8 pour la moyenne

10. Daniel Deckers, « Von Großen und Gernegroßen », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 24.9.2013.

nationale) – suivi de la Hesse, du Schleswig-Holstein, de la Saxe et de la Rhénanie-Palatinat. En même temps, c’est toujours dans les régions très peuplées de l’Ouest et du Sud de l’Allemagne, allant de la Rhénanie du Nord Westphalie à la Bavière, que le Parti libéral a obtenu ses résultats les plus honorables, se maintenant au-dessus de la barre des 5 %. En revanche, il n’y a aucun land de l’Est dans lequel il a obtenu plus de 4 % des voix – son score le plus faible étant dans le Mecklembourg Poméranie occidentale, au Nord-Est du pays (2,2 %). Alors qu’au lendemain de la Réunification, plus de 11 % des électeurs des nouveaux länder avaient voté pour le FDP, son socle électoral s’est érodé – jusqu’à disparaître ? – au cours des dernières années. À court et moyen terme, son rétablissement ne pourra passer que par à l’Ouest.

Comparé au Parti libéral, l’AfD a un électorat légèrement plus masculin (6 % contre 4 % chez les femmes), mais surtout plus jeune. Alors qu’il n’obtient que 3 % des voix chez les électeurs de plus de soixante ans, il obtient 6 % des voix chez les 18-44 ans. Ainsi, si les seniors n’avaient pas voté, il serait entré au Bundestag quelques mois à peine après sa création. Quant à la formation et à la catégorie socio-professionnelle de son électorat, il n’a pas à ce stade de profil clairement identifiable. Les ouvriers sont certes en légère surreprésentation, alors que les chômeurs et les personnes très peu qualifiées (*Hauptschule*) sont quelque peu sous-représentés dans le vote AfD, mais les écarts sont trop faibles pour être parlants. Force est de constater que le dernier né des partis allemands a recruté dans toutes les couches de la société. De ce point de vue, le report de voix de l’élection de 2009 à celle de 2013 est révélateur de la diversité politique de son électorat. Sur les deux millions de voix pour l’AfD, 430 000 viennent d’anciens électeurs du FDP, 340 000 de Die Linke, 290 000 de la CDU, 180 000 du SPD et 90 000 des Verts ; 210 000 des votants sont d’anciens abstentionnistes. Ce qui unit ces électeurs, c’est en partie leur insatisfaction vis-à-vis des autres partis (37 %), mais aussi et surtout leur conviction que l’euro a pour l’Allemagne « plutôt des inconvénients » (80 %).¹¹ Affirmant proposer des solutions non idéologiques, Bernd Luke, le chef du parti, a bien compris l’intérêt à se positionner en dehors du traditionnel système gauche-droite – d’autant qu’au cours de la crise, l’opposition rouge-verte a toujours soutenu la politique du gouvernement noir-jaune vis-à-vis de l’euro.¹² Il est aussi significatif que l’AfD ait réalisé ses meilleurs scores à l’Est, où elle a obtenu 5,8 % en moyenne et jusqu’à 6,8 % en Saxe. Suivent ensuite la Saare, le land dans lequel Die Linke a essuyé ses plus grosses pertes – plus de la moitié de ses électeurs de 2009 n’ont pas voté pour elle en 2013 -, ainsi que le Bade-Wurtemberg et la Hesse, où le FDP a reculé davantage encore que la moyenne nationale. Dans ces trois länder de l’Ouest, l’AfD a légèrement dépassé la barre des 5 %. À noter également que les circonscriptions dans lesquelles l’Alternative pour l’Allemagne a obtenu son record de voix sont celles dans lesquelles l’extrême-droite est traditionnellement bien implantée : à Görlitz (8,2 %), une petite ville située sur la frontière germano-polonaise, et dans la Suisse saxonne (7,9 %), près de la frontière germano-tchèque – toutes deux en Saxe, bastion du Parti national-démocratique (*Nationaldemokratische Partei Deutschlands*, NPD) d’extrême-droite, qui est représenté depuis des années au Parlement régional

11. Institut für Demoskopie Allensbach, « Alternative für Deutschland? Eine Dokumentation des Beitrags von Prof. Dr. Renate Köcher in der Frankfurter Allgemeinen Zeitung Nr. 89 vom 17. April 2013 », <www.ifd-allensbach.de/uploads/tx_reportsndocs/April13_AfD.pdf>.

12. Grete Götze, « Die AfD und ihre Anhänger Professoren und Protestwähler », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 24.9.2013.

(Landtag). Lors de l'élection de 2013, l'AfD est ainsi apparu comme le parti des électeurs protestataires par excellence.

Un électorat volage et stratège

Si les tendances esquissées plus haut existent, il est de plus en plus difficile d'établir des profils électoraux aux contours clairement définis. Force est de constater que l'électeur-type, sur lequel ont pu compter les partis de rassemblement pendant des décennies, n'existe plus vraiment. Aujourd'hui, et l'élection de 2013 l'a à nouveau illustré, les lignes entre les différents partis sont mobiles.

Des profils modulables et des lignes fluctuantes

Comme dans les autres pays européens, l'individualisation et la sécularisation de la société, la pluralisation culturelle des modes de vie ainsi que la flexibilisation du monde du travail contribuent à l'érosion des milieux traditionnels. Ce phénomène a un impact direct sur les partis politiques allemands, en particulier ceux qui ont la prétention à être des *Volksparteien*, dans la mesure où ils recrutent traditionnellement leur électorat dans des milieux socio-culturels bien définis. Pour le dire de façon schématique : le milieu chrétien – et de manière plus marquée encore, catholique – pour l'Union ; le milieu ouvrier et syndicaliste pour le Parti social-démocrate. Ainsi, ces deux familles politiques ont longtemps eu un fort ancrage dans la société allemande, où ils « représentaient des manières de vivre, donnaient du sens politique, transmettaient des valeurs. »¹³ Aujourd'hui, à l'heure où les Églises et les syndicats peinent à recruter, notamment parmi les jeunes générations, le nombre d'électeurs fidèles (*Stammwählerschaft*) n'a certes pas complètement disparu, mais il se réduit d'une élection à l'autre. D'après le responsable de l'institut de sondage TNS Emnid, seuls 38 % des électeurs pourraient être considérés comme des fidèles, alors qu'ils étaient encore 60 % dans ce cas en 1990¹⁴.

S'il existe plusieurs manières de mesurer la volatilité de l'électorat, l'un des indicateurs les plus fiables est le moment où les électeurs font leur choix définitif. Lors de l'élection du Bundestag en 2013, seuls 14 % d'entre eux ont dit avoir voté comme ils l'ont toujours fait – il s'agit du noyau dur de la *Stammwählerschaft* – et 33 % s'être décidés depuis un certain temps (*vor längerer Zeit*). En revanche, 20 % et 17 % des votants ont indiqué avoir fait leur choix respectivement dans les semaines et dans les jours précédant l'élection. Pour 15 % des électeurs, la décision a été prise le 23 septembre même.¹⁵ Comparé à l'élection législative de 2009, la volatilité électorale n'a guère évolué. Mais au cours de la dernière décennie, la part des citoyens allemands prenant leur décision peu, voire très peu de temps avant le vote n'a cessé d'augmenter.¹⁶ À noter que l'Union a le taux le moins élevé d'électeurs spontanés (26 %), soit parce que son électorat est le plus fidèle, soit parce qu'elle a réussi à convaincre les citoyens plus en amont du vote. *A contrario*, c'est chez les Verts et l'Alternative pour l'Allemagne (45 %), suivis de Die Linke (39 %), que se retrouve en 2013 la plus grande part de votants ayant fait leur choix peu avant le vote.¹⁷ Étant

13. Peter Lösche, « Ende der Volksparteien », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 51/2009, p. 6-12.

14. Klaus-Peter Schöppner, « Wie Wähler wirklich wählen », conférence, Osnabrück, 18.9.2013.

15. Infratest dimap/Spiegel Online, 23.9.2013, <www.spiegel.de/politik/deutschland/bundestagswahl-2013-waehlerwanderung-gewinne-verluste-direktmandate-a-923290.html>

16. Voir Viola Neu, *op. cit.*, p. 60.

17. Infratest dimap/Spiegel Online, *op. cit.*

donné les éléments précédemment évoqués sur le profil électoral des différents partis, on peut supposer que le vote spontané est davantage le fait d'électeurs protestataires et/ou jeunes.

Le transfert de voix d'un parti à l'autre est un autre indice de la volatilité de l'électorat. Si celui-ci a toujours existé, il est particulièrement marqué depuis quelques années. Le vote de 2013 en a été un nouvel exemple.¹⁸ Lors de l'élection du Bundestag, le mouvement le plus important est celui qui a vu 2 110 000 anciens électeurs du Parti libéral rejoindre la CDU/CSU. Pour aussi impressionnant que soit ce chiffre, il ne faut pas oublier que le transfert a eu lieu au sein d'une même famille politique, celui de la droite parlementaire qui avait été au pouvoir dans le cadre d'une coalition. De plus, par un effet de rattrapage partiel, il s'est effectué dans le sens inverse de celui de l'élection précédente – en 2009, l'Union avait perdu 1 900 000 de voix au profit du FDP. Au-delà de ces données chiffrées, deux autres éléments témoignent de la grande mobilité des électeurs. D'une part, les flux de voix transcendent largement les familles politiques, et ce dans les deux directions : en 2013, 210 000 anciens électeurs du SPD ont voté pour la CDU/CSU, alors que 530 000 électeurs du FDP accordaient leur voix au Parti social-démocrate. D'autre part, ces transferts donnent souvent lieu à une répartition éclatée des voix, sans logique apparente. De ce point de vue, il est frappant que tous les partis aient profité des pertes du FDP, en premier lieu la CDU/CSU, loin devant ses concurrents, ainsi que l'Alternative pour l'Allemagne ; mais aussi, à gauche du spectre politique, le SPD, les Verts (170 000) et même Die Linke (90 000) – alors que le programme de cette dernière est à l'opposé de celui du Parti libéral. À l'inverse, l'Union a recruté des électeurs dans tous les autres partis, y compris le SPD, les Verts (420 000) et Die Linke (120 000) ; le seul parti au détriment duquel elle a perdu des voix est l'AfD (290 000).

Un électeur devenu tacticien

Derrière ce comportement difficilement prévisible, se dissimule un électeur dont le choix est davantage guidé par la tactique que par la fidélité partisane. Il faut dire que le système électoral allemand y encourage les citoyens. Chaque électeur dispose en effet de deux voix : avec la première (*Erststimme*), il vote pour un candidat direct à la majorité simple (*Direktmandat*) lors d'un scrutin uninominal à un tour ; avec la seconde voix (*Zweitstimme*), qui détermine la répartition des sièges au Bundestag et donc le rapport de force entre les formations politiques, pour la liste régionale d'un parti à la majorité proportionnelle.¹⁹ Lorsqu'un parti a plus d'élus directs que ce que lui permet le nombre de mandats obtenus à la proportionnelle des secondes voix, il dispose de « mandats excédentaires » (*Überhangmandate*). De cette manière, l'électeur peut tout à fait choisir lors d'un même vote deux partis différents, souvent (mais pas nécessairement) issus d'une même famille politique. Ainsi, les combinaisons les plus habituelles sont CDU/CSU et FDP d'un côté, SPD et Verts de l'autre.

18. Source des chiffres cités dans le paragraphe : Infratest dimap/ARD. Voir le graphique : <<http://wahl.tagesschau.de/wahlen/2013-09-22-BT-DE/analyse-wanderung.shtml>>.

19. Les députés élus au scrutin majoritaire sont des parlementaires qui n'ont pas besoin de la liste et qui sont par conséquent plus indépendants de la direction du parti que les autres. Sur le système électoral et sa réforme, voir l'article d'Arnaud Lechevalier sur son blog, « Élections législatives 2013 en Allemagne : vers la grande coalition. Les tenants et les aboutissants de la nouvelle loi électorale », 17.9.2013, <<http://alternatives-economiques.fr/blogs/lechevalier/2013/09/17/elections-legislatives-2013-en-allemande-vers-la-grande-coalition-les-tenants-et-les-aboutissants-de-la-nouvelle-loi-electorale-ii/>>.

Alors qu'il s'était longtemps agi d'un phénomène marginal, la pratique de la division des voix (*Stimmensplitting*) est devenue de plus en plus fréquente au cours des dernières élections. Environ un cinquième des votants y avait recours pour les élections fédérales au début des années 1990²⁰, pour 26,4 % en 2009²¹. Avec la modification de la loi électorale en février 2013, le *Splitting* a un impact moins important sur la composition du Bundestag. Contrairement à ce qui était le cas par le passé, les mandats excédentaires ne sont plus en mesure de créer une majorité. Par conséquent, les complexes arbitrages des électeurs entre la première et la seconde voix, autrement dit entre un grand et un petit parti susceptible d'être le partenaire junior de ce dernier, n'ont plus lieu d'être. Et pourtant, les considérations tactiques sont loin d'avoir pris fin. En réalité, les électeurs allemands ne votent pas seulement pour un parti politique, mais aussi indirectement pour la coalition qu'ils aimeraient voir gouverner le pays, ainsi que pour le rapport de forces en son sein. Si l'on compare la préférence d'une majorité de citoyens pour une grande coalition, telle que les enquêtes d'opinion l'ont régulièrement laissé apparaître en amont du vote²², et le résultat de l'élection, ces calculs semblent avoir abouti.

De plus, les électeurs-tacticiens votent en fonction de la personnalité qu'ils aimeraient voir accéder à la chancellerie fédérale. Ils ont même tendance à accorder une importance accrue à cette question, alors même que le chef de gouvernement est élu par les députés. En 2013, un tiers des Allemands interrogés estimaient ainsi que le choix du chancelier compte davantage que celui de la coalition (contre 19 % et 28 % en 2005 et 2009).²³ Cette préoccupation a clairement profité à Angela Merkel, qu'une large majorité de citoyens préféraient à son challenger social-démocrate, Peer Steinbrück (60 % contre 31 %). Il n'est guère étonnant que les électeurs de droite préfèrent une chancelière Merkel à un chancelier Steinbrück (97 % pour la CDU/CSU, 90 % pour le FDP et 60 % pour l'AfD). En revanche, il est frappant qu'une part non négligeable des sympathisants de gauche expriment aussi cette préférence (18 % pour le SPD, 39 % pour les Verts et 43 % pour Die Linke).²⁴ La forte popularité de la chancelière, que de larges pans de la population plébiscitent pour sa manière non-spectaculaire de gouverner et pour le calme qu'elle incarne,²⁵ explique en partie la grande volatilité de l'électorat allemand dans cette élection. Les stratèges de l'Union ne s'y sont d'ailleurs pas trompés, qui ont axé la campagne sur la personne d'Angela Merkel bien davantage que sur un programme.

Les abstentionnistes, la plus grande catégorie (non-)électorale

Si l'électeur allemand est volontiers tacticien, les votants ne sont pas les seuls à avoir une influence sur la composition du Bundestag. Alors même qu'ils refusent de jouer le jeu de la démocratie, les abstentionnistes marquent eux aussi irrévocablement les résultats des élections. Rarement un scrutin l'aura aussi bien démontré que celui

20. Joachim Behnke, Stefani Hergert et Florian Bader, « Stimmensplitting – Kalkuliertes Wahlverhalten unter den Bedingungen der Ignoranz », *Bamberger Beiträge zur Politikwissenschaft*, n° 1-7, 2004, p. 4.

21. Pressemitteilungen des Bundeswahlleiters, 5.2. 2010.

22. Voir par exemple Forschungsgruppe Wahlen, *op. cit.* D'après ce sondage mené peu avant le vote, 52 % des Allemands interrogés portaient un jugement positif sur une future grande coalition.

23. *Ibid.*

24. *Ibid.*

25. Rheingold Institut, *Bundestagswahl 2013: Das bedrohte Paradies. Deutschland zwischen Plätscher-Party und brodelnder Unruhe*, Cologne, 6.9.2013, <www.rheingold-marktforschung.de/veroeffentlichungen/artikel/Wahl_2013_Das_bedrohte_Paradies.html>

de septembre 2013. Que le FDP se soit atrophié, car il a perdu un nombre important d'électeurs, est une chose. Mais qu'il ne soit plus représenté au Bundestag parce que parmi ceux qui lui ont accordé leur confiance lors de la dernière élection, 420 000 personnes ne sont pas déplacées le jour du vote, en est une autre. De même, si l'Union peut se targuer de si beaux résultats, c'est notamment parce qu'elle a réussi à convaincre un million d'anciens abstentionnistes de se rendre aux urnes.²⁶

Aujourd'hui, l'abstentionnisme n'est plus un phénomène secondaire, loin s'en faut. Lors du vote du 22 septembre, le taux de participation s'est élevé à 71,5 %. Il s'agit certes d'une hausse de 0,7 points par rapport à 2009, la première depuis 1998, mais en même temps du deuxième taux le plus bas depuis 1949 – particulièrement faible comparé à celui de 1990 (82,2 %), et plus encore de 1972 (91,1 %). Derrière ce taux se cachent 17 614 251 Allemands, soit 30 % environ de l'électorat, à peine moins que l'ensemble des électeurs de l'Union. Une analyse des 299 circonscriptions révèle à quel point la participation électorale est inégalement redistribuée sur l'ensemble du territoire. Malgré une légère hausse par rapport à 2009, les quatre länder qui affichent les taux les plus bas sont tous situés dans l'Est de l'Allemagne, à savoir la Saxe-Anhalt, le Mecklembourg-Poméranie occidentale, le Thuringe et le Brandebourg. Le record est détenu par la circonscription du Harz (58,9 %), suivie par celle d'Anhalt, sa voisine (59,4 %). À l'inverse, c'est à Ludwigsbourg dans le Bade-Wurtemberg (80,2 %), puis dans la circonscription bourgeoise de Berlin-Steglitz-Zehlendorf (79,9 %) et de Stuttgart I (79,8 %) que sont installés les électeurs les plus assidus de l'élection 2013.

Certains théoriciens de la recherche électorale affirment que les citoyens socialement défavorisés sont plus enclins à l'abstentionnisme. Force est de constater que ces derniers entrent pour une part non négligeable dans le groupe des non-votants permanents (14 %).²⁷ En même temps, lors de l'élection législative de septembre 2013, le taux de participation en Bavière a été moins important que la moyenne fédérale (70,2 %), et les citoyens de Berlin, de Sarre, de Rhénanie du Nord-Westphalie et du Schleswig-Holstein, des länder économiquement moins performants que l'État libre, se sont déplacés aux urnes plus assidûment que les électeurs bavarois. À la troisième place du palmarès des non-votants se trouve ainsi la petite ville de Deggendorf dans le Sud-Est de la Bavière (60,7 %), suivie de la ville d'Augsbourg et de Hambourg-Mitte, où les taux de participation ont été en dessous de 65 %. En réalité, si l'on en croit une étude de la Fondation Friedrich Ebert²⁸, il n'existerait pas de profil bien déterminé de l'abstentionniste. Le phénomène concerne aussi bien les hommes que les femmes et est ancré dans l'ensemble des couches sociales. Qui plus est, il existe différents types d'abstentionnistes : 14 % seulement des personnes interrogées déclarent ne jamais aller voter, alors que 46 % affirment de ne s'être abstenues qu'une seule fois et que 24 % se qualifient d'« objecteurs de vote » (*Wahlverweigerer*). Un segment important des abstentionnistes serait donc des « électeurs en congé », souffrant d'une certaine fatigue politique, insatisfaits de l'offre proposée par les partis mais considérant le vote comme un acquis démocratique pour lequel ils pourraient à nouveau se mobiliser à l'avenir. L'un des défis pour les partis politiques allemands est de savoir comment

26. Detlef Esslinger, « Stärker als der Sieger », *Süddeutsche Zeitung*, 24.9.2013.

27. Manfred Güllner, « Nichtwähler in Deutschland », Fondation Friedrich Ebert, juin 2013, <www.fes-forum-berlin.de/pdf_2013/130617_zusammenfass_final.pdf>.

28. *Ibid.*

répondre aux attentes de ces protestataires, d'autant que les jeunes sont eux aussi fortement représentés parmi les non-votants (11 % des 18-29 ans en 2013).

Le Bundestag, reflet brouillé de la volonté politique des électeurs

S'il n'est pas aisé de brosser le portrait-robot de l'électeur allemand, à quelle réalité renvoie son vote ? La nouvelle assemblée issue de l'élection législative du 22 septembre, qui s'est réunie pour la première fois en séance constitutive le 22 octobre 2013, rend compte d'une certaine diversité, sans doute un peu plus marquée que les décennies précédentes. En même temps, cette diversité est représentée à des degrés divers dans les différents partis présents au Bundestag (voir *encadré 2*).

Alors que l'électeur moyen a la petite cinquantaine, quel âge ont ses représentants ? Parmi le groupe parlementaire le plus nombreux, celui de l'Union, la moyenne d'âge est de 50,3 ans, comparable à celle de son partenaire de coalition social-démocrate, qui s'élève à 50 ans. Contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, la formation la plus jeune est celle que constituent les femmes de la CSU (42,9 ans, contre 49 ans pour leurs homologues masculins). La députée la plus jeune du Bundestag, Emmi Zeulner (née en 1987), est d'ailleurs issue du parti bavarois ; ayant accédé au Parlement par mandat direct (56,9 % des voix), elle a succédé à l'ancien ministre fédéral de la Défense, Karl-Theodor zu Guttenberg, dont la carrière politique s'était terminée brutalement au printemps 2011. Le député le plus jeune, né la même année, est le social-démocrate Mahmut Özdemir. Seuls les députés masculins des Verts sont plus jeunes que leurs collègues de la CSU (46,3 ans contre 47,5 ans), alors que les femmes vertes sont en moyenne de trois ans plus âgées qu'à la CSU. Chez les Verts, Hans-Christian Ströbele fait exception : né en 1939, il est non seulement le député le plus âgé du groupe parlementaire, mais aussi le seul à avoir obtenu un mandat direct. C'est Die Linke qui affiche le groupe parlementaire le plus âgé (51,5 chez les hommes et 49,9 chez les femmes), reflétant la structure du parti.

Jusqu'en 1983 la part des femmes parmi les députés n'a jamais dépassé les 10 % (6,8 % seulement en 1949). Depuis, leur nombre a progressivement augmenté pour atteindre un niveau record en 2009 (32,8 %), battu lors du scrutin de 2013. Durant la législature 2013-2017, 402 hommes et 229 femmes sont en effet appelés à partager l'enceinte plénière du Bundestag, la part des femmes s'élevant dès lors à 36,3 %.²⁹ Leur poids est cependant très variable selon les groupes parlementaires. Avec 56 %, Die Linke devance légèrement les Verts (55 %), alors que le SPD dépasse son quota interne de 40 % (42 %). Avec 24 %, l'Union rate de beaucoup son propre objectif de 30 %.³⁰ Sur ce point, il est frappant que le rapport électrices/élues soit inversé : en dépit d'une politique de la parité des genres réclamée et pratiquée par les partis de gauche, 44 % des électrices ont voté pour la CDU (contre 39 % des hommes), dont la popularité auprès des femmes a encore augmenté par rapport à 2009. Depuis qu'Angela Merkel assure la présidence du parti et exerce la fonction de chancelière, la CDU est en effet redevenue un « parti des femmes » – comme dans les années 1950, 1960 et 1970, au cours desquelles il n'était pas rare qu'elle profite davantage du vote féminin que masculin.

29. <www.bpb.de/gesellschaft/gender/frauen-in-deutschland/49418/frauenanteil-im-deutschen-bundestag>

30. « Frauenquote auf historischem Höchststand », 27.9. 2013, <www.frauenrat.de/deutsch/infopool/nachrichten/informationdetail/article/frauenquote-auf-historischem-hoehchststand.html>.

Si l'introduction de quotas pour femmes dans le processus électoral fait l'objet de débats récurrents, le législateur ne semble pas s'intéresser aux autres critères sociaux.³¹ Comme par le passé, les Allemands restent majoritairement représentés par des juristes et autres « cols blancs ». Même en l'absence de députés libéraux, les avocats sont surreprésentés au Bundestag, notamment chez les chrétiens-démocrates – dont certaines personnalités connues, comme Peter Gauweiler (CSU), exercent leur métier d'origine en parallèle à leurs activités parlementaires. En revanche, les travailleurs indépendants et les entrepreneurs ne sont qu'une minorité, plus présents au sein de l'Union qu'au SPD, chez les Verts et Die Linke. Les bons résultats électoraux de la CDU/CSU permettent d'ailleurs au groupe parlementaire d'accueillir un certain nombre de nouveaux députés avec une expérience dans le milieu économique, et notamment l'industrie. Ainsi, la part des parlementaires ayant une formation en économie s'élève à 10 %. Quand bien même la CDU réunit le plus grand nombre d'entrepreneurs, Die Linke peut se targuer du nombre élevé d'économistes universitaires dans ses rangs. Si beaucoup de députés indiquent être experts-comptables, on compte également parmi ces entrepreneurs une bonne douzaine d'agriculteurs. À l'inverse, les artisans y sont rares – malgré la présence d'une couturière, d'un boucher et d'un meunier – tout comme les biographies inhabituelles, à l'image des deux mineurs, de l'acteur, de l'auteur-compositeur, de la judoka et du catcheur siégeant dans la dix-huitième Assemblée.³²

Alors que 5,6 millions d'électeurs ont une origine migratoire, soit 10 % du total de l'électorat³³, dans quelle mesure le Bundestag reflète-t-il la nouvelle diversité de la société allemande ? Celui-ci accueille 37 députés issus de l'immigration, soit 5,9 % des parlementaires.³⁴ Il s'agit là d'une progression indéniable par rapport à l'assemblée précédente (24 députés, soit 3,4 %), bien qu'elle ne reflète pas complètement la composition de l'électorat, et encore moins de la population de l'Allemagne.³⁵ Si un tiers de ces parlementaires a des origines dans un des pays de l'Union européenne, le nombre des députés aux origines turques a plus que doublé, passant de 5 à 11 mandats. Parmi eux, on trouve Cemile Giousouf, la première députée chrétienne-démocrate d'origine turque, le Vert Özcan Mutlu ou le social-démocrate Metin Hakverd. De plus, avec Karamba Diaby et Charles M. Huber, deux Afro-Allemands siègent pour la première fois au Bundestag. Si l'on considère les mandats des différents partis, c'est le groupe parlementaire de Die Linke qui accueille le taux le plus important de députés issus de l'immigration (12,5 %), suivi des Verts (11,1 %) et du SPD (6,7 %). Avec 13 députés, celui-ci a le plus grand nombre de parlementaires avec une origine migratoire. Les partis de l'Union se placent loin derrière (3,1 % pour la CDU et 1,8 % pour la CSU).

31. Markus Linden, « Die gendergerechte Demokratie », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 4.10. 2013.

32. Voir la biographie des parlementaires : <www.bundestag.de/bundestag/abgeordnete18/biografien/index.html>.

33. Theresia Breuer, « Bundestagswahl. Die Macht der Migranten », *Spiegel Online*, 9.8. 2013. Voir aussi Andreas M. Wüst, « Migranten als politische Akteure – Forschungsfragen, Ergebnisse, Desiderata », *Statistische Woche*, Wuppertal, 6.10. 2009.

34. <<http://mediendienst-integration.de/artikel/mehr-abgeordnete-mit-migrationshintergrund.html>>.

35. La part des Allemands issus de l'immigration dans l'ensemble de la population est trois fois plus importante. Toutefois, la moitié seulement d'entre eux, concernant en tout cas les majeurs, est en possession de la nationalité allemande.

Par leur comportement électoral, les citoyens qui ont participé à l'élection fédérale de septembre 2013 ont formé un Bundestag qui lui ressemble sans le refléter. Il n'y a pas lieu de s'en inquiéter, dans la mesure où l'idéal de la représentation politique n'est pas de reproduire à l'identique la société dont elle est issue. En revanche, il est plus alarmant qu'un grand nombre de citoyens ne soit pas représenté au Bundestag. Sept millions de voix, soit 14 % du nombre des suffrages obtenus au scrutin proportionnel, n'ont pas été pris en compte dans le partage des sièges (contre 6 % en 2009 et 3,3 % en 2005) et sont donc sans valeur. L'échec du FDP et le score important de l'AfD ont ainsi créé une situation nouvelle dans le paysage politique allemand. Trop faible pour réussir l'entrée au Bundestag, ils sont parvenus à attirer trop d'électeurs pour être considérés comme des groupuscules. Le scrutin de 2013 soulève ainsi la question de la légitimité de la règle des 5 % et de sa compatibilité avec le principe de l'égalité du scrutin. Après l'élection du Bundestag en 2013, des millions d'électeurs doivent en tout cas avoir le sentiment que leur voix ne compte pas et que leur vote a contribué à affaiblir la concurrence politique au Parlement³⁶.

Encadré 2 - Des candidats emblématiques dans leur circonscription

Depuis 1990, Angela Merkel remporte systématiquement la bataille électorale dans la circonscription 15 (Poméranie occidentale-Rügen/Greifswald). Avec 56,2 % des voix, elle a obtenu en 2013 son meilleur résultat au scrutin direct, soit une augmentation de 7 points par rapport à son record de 2009. Ses adversaires les plus importantes, représentant Die Linke et le SPD, ont dû se contenter respectivement de 19,3 % et 14 % des voix.

Le candidat social-démocrate à la chancellerie, Peer Steinbrück, a été battu par la chrétienne-démocrate Michaela Noll (33,3 % contre 50,6 % des voix directes). Ce n'est que comme numéro un de la liste de Rhénanie du Nord-Westphalie qu'il a pu accéder au Bundestag. À l'inverse, le président du SPD, Sigmar Gabriel, a remporté la circonscription de Salzgitter/ Wolfenbüttel (46,6 %), améliorant son score de 2009 de 1,7 points. Quant à Frank-Walter Steinmeier, l'ancien et nouveau chef du groupe parlementaire social-démocrate, il a décroché l'unique mandat direct du SPD dans l'Est de l'Allemagne, battant sa concurrente chrétienne-démocrate dans le Brandebourg (33,1 % contre 32,8 %).

L'ancien et nouveau co-président des Verts, Cem Özdemir, a une nouvelle fois échoué à obtenir un mandat direct dans le Sud-Est de l'Allemagne, alors même que le SPD avait appelé à voter pour lui. N'obtenant que 27,5 % des voix, il a clairement perdu contre son concurrent de la CDU (42 %). Au cours d'une campagne électorale vive, le premier avait mis en avant son intégration réussie et sa capacité à établir des ponts entre les êtres humains, alors que le second avait ouvertement évoqué son homosexualité et son « authenticité en tant que candidat de Stuttgart pour Stuttgart ». Ce vote indique peut-être qu'après avoir perdu le scrutin législatif régional en 2011 et la mairie de Stuttgart en 2012 au profit des Verts, la CDU commence à se rétablir – le fait que le parti ait gagné tous les mandats directs dans le Bade-Wurtemberg semble également aller dans ce sens. Quant à Hans-Christian Ströbele (74 ans), une légende chez les Verts, il a gagné pour la quatrième fois consécutive le mandat direct dans la circonscription berlinoise de Friedrichshain-Kreuzberg. Mais avec 36,7 des voix, il a perdu dix points par rapport à 2009.

36. Frank Schorkopf, « Die Grammatik der Macht », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 4.10.2013.

Certains ministres de la coalition noire-jaune ont obtenu des résultats personnels décevants. Au Nord de l'Allemagne, l'ancienne ministre fédérale du Travail, Ursula von der Leyen (CDU), est certes à nouveau entrée au Parlement comme numéro un de la liste régionale, mais a échoué à obtenir un mandat direct dans la circonscription Stast-Hannover II, au profit de l'ancienne ministre fédérale de l'Éducation et de la Recherche, la sociale-démocrate Edelgard Bulmahn (33,9 % contre 42,8 %). Son ancien collègue Philipp Rösler (FDP), ex-ministre de l'Économie et ex-président des Libéraux, n'a recueilli que 4,98 % des deuxièmes voix sur la liste régionale dans la circonscription Hannover-Land I, soit 9,1 points de moins qu'en 2009. Son résultat au suffrage direct est encore pire (2,6 %), en dessous même de celui de son concurrent de Die Linke (3,6 %). La circonscription a été remportée par le chrétien-démocrate Hendrik Hoppenstedt (44,3 %).

D'autres ont au contraire réussi à se relever d'une crise politique personnelle, comme l'ancienne ministre fédérale de l'Éducation et de la Recherche, Annette Schavan (CDU). Accusée d'avoir plagié une thèse de doctorat soutenue en 1980, elle avait dû démissionner de ses fonctions en février 2013. Lors du scrutin fédéral de septembre, les électeurs lui ont pourtant fait confiance : non seulement elle a remporté un mandat direct dans la circonscription d'Ulm, obtenant 52,1 % des suffrages, mais elle a aussi amélioré son score de 2009 de 9,3 points. L'ancien ministre fédéral de l'Environnement, Norbert Röttgen (CDU), a lui aussi connu un succès électoral après son cuisant échec de 2012 en Rhénanie du Nord-Westphalie. Ayant obtenu à l'époque, en tant que tête de liste, le pire résultat de l'histoire de la CDU dans ce land, il avait dû quitter le gouvernement fédéral. Dans la circonscription de Rhein-Sied-Kreis II, il a obtenu en 2013 la majorité absolue des mandats directs (52,4 %).